

Mobilisation pour nos retraites !

Les retraitées et retraités « vaches à lait » du gouvernement

Nous avons tous sentis un durcissement politique en 2014 lorsque, pour payer les cadeaux au patronat et le nouveau pacte dit de « responsabilité et de solidarité », le gouvernement a annoncé 50 milliards d'euros de mesures d'économies pour de nombreuses couches de la population, et principalement pour les personnes retraitées subissant alors le début de gel de la pension, l'augmentation des impôts par la fiscalisation du supplément de 10 % de pension pour avoir élevé 3 enfants.

Beaucoup ont aussi subi la suppression de la ½ part fiscale aux veuves, la taxe Casa de 0,3 %, la CSG passant de 0 à 3,8 %, ou de 3,8 à 6,6 %...

Depuis, la « vache à lait » de la retraite a subi la traite à plusieurs reprises par un gouvernement qui nous considère comme des « nantis appartenant à la classe moyenne ». Pourtant, le tract des 8 organisations (au verso) constate la situation dramatique de beaucoup de personnes retraitées, parfois obligées de manger au restau du cœur et de renoncer aux soins. La retraite n'est ni un privilège, ni une prestation sociale, mais un droit payé tout au long de notre vie par nos cotisations sociales, un droit solidaire acquis par la lutte.

De nouveaux retraité-e-s arrivent, ayant subi la précarité et le cumul des mesures subies depuis 1986 qui font baisser la pension par rapport à l'ancien salaire. Leur situation sera encore bien plus difficile que celle des personnes actuellement en retraite.

Seul le rapport de forces infléchira la politique

Depuis 2013, des organisations de retraité-e-s agissent dans l'unité. Après le succès de nos manifestations des 3 juin et 30 septembre, il s'agit maintenant d'ancrer la mobilisation dans les localités, de faire venir une plus grande partie des 16 millions de retraité-e-s dans les manifestations départementales.

Ensuite, incitons toutes et tous à manifester encore, plus nombreux, avec les actifs le 9 avril.

**Toutes et tous mobilisé-e-s, nous représentons une énorme force.
Faisons tout pour nous faire entendre dans la rue le 17 mars !**

De l'argent, il y en a !

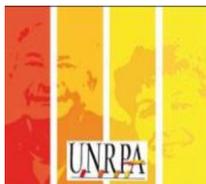
Solidaires et l'UNIRS le disent depuis toujours. Les récentes révélations de la presse le montrent maintenant au grand jour :

- La fraude fiscale organisée par une seule banque, HSBC, dépasse chaque année le montant du déficit du budget de l'État ; le gouvernement, au courant depuis plusieurs années de ces fraudes, n'a récupéré qu'une petite partie, refusant de s'attaquer au monde de la finance qui triche, creuse le déficit, alimente la dette... et impose l'austérité au plus grand nombre. Rien de surprenant si on se souvient qu'un ministre du Budget, Cahuzac, avait des comptes en Suisse.
- Cela permet aux plus riches d'être de plus en plus riches, et à 1 % d'entre eux de posséder maintenant autant de patrimoine que les autres 99 % de la population !

Patronat et gouvernement diminuent le pouvoir d'achat, fragilisent la protection sociale et les régimes de retraite, nous entraînent dans la spirale infernale de la récession et de la misère. Le gouvernement, fragilisé dans ses propres rangs, est prêt à tout pour renforcer l'austérité, jusqu'à faire passer la loi Macron sans vote à l'Assemblée.



Mobilisation des retraités



Depuis plusieurs années, les 16 millions de retraités de ce pays, du secteur public comme du privé, constatent que leur situation ne cesse de se dégrader. Par dizaines de milliers, les 3 juin et 30 septembre, ils ont montré leur colère et leur détermination à ne pas laisser se poursuivre la dégradation de leur pouvoir d'achat, de leurs droits et garanties en matière de retraite et de protection sociale.

Pour nos organisations, la retraite n'est pas un privilège ou une prestation sociale. Elle est un droit obtenu par le travail et son niveau est directement le résultat des rémunérations perçues pendant la vie professionnelle et le nombre d'années cotisées, corrigé de mesures de solidarité.

Inacceptable que 10 % des retraités vivent sous le seuil de pauvreté, que 7 % des retraités de 60 à 69 ans occupent un emploi en 2012, chiffre qui a doublé depuis 2006. La moitié d'entre eux y sont contraints par le montant insuffisant de leur pension.

Inacceptable, aucune revalorisation des pensions depuis le 1^{er} avril 2013 alors que le pouvoir d'achat des retraités baisse depuis des années du fait de l'augmentation constante des dépenses contraintes et des multiples mesures fiscales (CASA, disparition de la demi-part parent isolé, fiscalisation de la majoration pour 3 enfants, augmentation de la TVA, modification de l'assiette de la CSG, ...). Aujourd'hui trop de retraités, et particulièrement des femmes, sont en dessous du seuil de pauvreté, y compris avec une carrière complète. L'aggravation de la baisse du pouvoir d'achat des retraités ne résoudra en rien les difficultés financières des régimes de retraites, ni ne favorisera le retour de la croissance.

Inacceptables les reports successifs de la mise en œuvre de la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement, alors que le reste à charge des personnes en perte d'autonomie ne cesse de croître. Les 0,3 % de la CASA prélevés sur les pensions doivent être intégralement attribués au financement de la perte d'autonomie.

Inacceptable que l'accès aux soins devienne de plus en plus difficile du fait du manque de médecins, des dépassements d'honoraires, du désengagement de la Sécurité Sociale provoquant l'augmentation du prix des complémentaires santé.

Dans l'immédiat, les retraités revendiquent :

- La fin du gel des pensions et l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités avec l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires et un minimum de retraite équivalant au SMIC pour tout retraité ayant une carrière complète.
- La mise en œuvre courant 2015 de la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement et la prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité Sociale.
- Le développement et le renforcement des services publics indispensables à une vie digne, en particulier dans le domaine de la santé.

Rassemblement et Manifestation

Mardi 17 Mars

10 h Place Gambetta Bordeaux

(manifestation en direction de la préfecture)